

# “Dans le dossier Nethys, le CDH fait tout et son contraire”

- Stéphane Hazée (Ecolo) dénonce les contorsions du PS, du MR et du CDH dans le dossier Nethys.
- Selon le chef du groupe des verts au Parlement wallon, le départ de Stéphane Moreau reste indispensable
- Enfin, il s'interroge sur la légalité des licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite.

*“Je constate d’abord que le PTB dit qu’il ne veut pas gouverner avant longtemps. Mais s’il vient quand même et qu’il arrive avec des éléments délirants qui mettraient à mal la nature de la démocratie ou qui conduiraient à sortir de l’Union européenne, je réponds non !”*

**Stéphane Hazée**

Chef de groupe Ecolo au Parlement wallon.

Entretien Antoine Clevers et Stéphane Tassin

**A** l’heure où il a le vent en poupe dans les sondages, Ecolo a refusé, cette semaine, d’intégrer le conseil d’administration (CA) de Nethys. Stéphane Hazée, chef du groupe Ecolo au Parlement wallon et ancien membre de la commission d’enquête Publifin/Nethys, commente les incertitudes entourant l’avenir de la société liégeoise.

**Qui soutient encore Stéphane Moreau, patron de Nethys et figure centrale des travaux de la commission d’enquête ?**

Il y a un refus des trois partis traditionnels à Liège de mettre en œuvre les recommandations de la commission qui concernent le management.

**PS, CDH et MR ont dit qu’ils souhaitaient conserver Stéphane Moreau au sein du CA et de la direction de Nethys ?**

Muriel Gerkens (cheffe de la régionale Ecolo à Liège) a multiplié les contacts avec les trois autres. Elle s’est rendu compte que les administrateurs qualifiés d’externes allaient rester, mais aussi, et c’est le pompon, que Stéphane Moreau resterait administrateur-délégué. Il nous était aussi revenu que les membres actuels du comité de direction allaient être désignés dans des filiales du groupe. C’est pourquoi Muriel Gerkens a demandé une réunion mardi dernier. Nous pouvions imaginer qu’il faille plusieurs semaines pour agir, mais lorsque la question de la parole donnée s’est posée, nous avons

constaté qu’ils voyaient les choses autrement.

**Depuis la réunion de mardi, le CDH, notamment, a clairement exigé le départ de Stéphane Moreau. Vous conservez des doutes ?**

Oui, j’ai des doutes, puisque ce qui se dit ne correspond pas à ce qui se fait. Le CDH, en particulier, fait tout et son contraire. Alda Greoli est ministre d’un gouvernement wallon qui demande que 100 % des recommandations de la commission d’enquête soient appliquées et, en même temps, elle agit tout à fait autrement comme cheffe de file du CDH à Liège. Je suis aussi surpris que le président du MR, Olivier Chastel, s’exprime uniquement “à titre personnel” sur le départ de Stéphane Moreau. C’est avouer une forme d’impuissance. Au PS, le président Elio Di Rupo fait un tweet et puis c’est tout, alors qu’il y a dix ans, il avait dit qu’il chasserait lui-même les parvenus. Enfin, quand j’entends la ministre De Bue (MR) exprimer son impuissance, je me dis qu’il y a quelque part des intérêts considérés par certains comme supérieurs et qui nous conduisent dans la situation actuelle.

Des intérêts que je ne comprends pas.

**Pourquoi est-il si important de licencier Stéphane Moreau au vu de la réussite économique de Nethys ?**

Il y a un système qui a été mis au jour où tout est nébuleux et où tout a été fait pour que les pouvoirs publics ne s’en mêlent pas. Avec des pratiques indécent-

tes en matière de rémunération, de pressions à l'égard du personnel et de la presse. Comment peut-on penser construire un futur sur des bases saines avec les gens qui ont mis ce système en place ?

**Vous êtes d'origine liégeoise. Vous comprenez cette logique de collégialité principautaire ?**

Je réfute l'idée que c'est la principauté contre la Wallonie. Ce sont des pratiques politiques assainies contre des pratiques inadmissibles. Il y a des baronnies qui voient leur pouvoir menacé et qui essayent de mettre en exergue ce clivage parce que ça les sert. Il n'y a pas une rébellion à Liège qui réclame le maintien des comités de secteur et de ses pratiques.

**En coupant toutes ces têtes, ne craignez-vous pas une déstabilisation de l'entreprise ?**

Je crains une déstabilisation de l'entreprise si cette situation perdure.

**A en croire les sondages, l'intransigeance d'Ecolo sur les dossiers de gouvernance porte ses fruits. De manière générale, n'avez-vous pas l'impression que le travail d'Ecolo est davantage salué par l'opinion publique lorsque le parti est dans l'opposition plutôt qu'au gouvernement ?**

Question difficile. Le pouvoir est un moyen qui peut être très opportun pour faire avancer l'écologie, les enjeux de gouvernance, etc. Le pouvoir est un moyen, mais le contre-pouvoir est tout aussi essentiel.

**Et vous êtes mieux dans le contre-pouvoir ?**

C'est une vraie question. L'un des éléments qui joue, c'est la différenciation entre Ecolo et les trois autres partis. Ma conviction, c'est que PS, MR et CDH sont plus proches l'un de l'autre que chacun des trois avec Ecolo. Dès lors, quand on se retrouve dans une coalition, à un moment donné, un certain nombre de dynamiques finissent par affaiblir Ecolo. Quand on voit

le nombre de déloyautés qu'il y a eu sous la précédente législature, ça a dépassé l'acceptable.

**La FGTB wallonne plaide pour des majorités PS-Ecolo-PTB. Qu'en pensez-vous ?**

Pour Ecolo, la seule chose qui compte, c'est le projet.

**Mais elle vous plairait cette coalition ?**

Mais avec quoi viennent-ils à table ? Si c'est pour organiser le régime soviétique en Wallonie, certainement pas.

**Vous caricaturez, là.**

Je me le permets (rires). Plus sérieusement, je constate d'abord que le PTB dit qu'il ne veut pas gouverner avant longtemps. Mais s'il vient quand même et qu'il arrive avec des éléments délirants qui mettraient à mal la nature de la démocratie ou qui conduiraient à sortir de l'Union européenne, je réponds non !

**Quand on voit les forces politiques francophones en présence, Ecolo ne devient-il pas le nouveau parti-pivot ?**

Je l'ai lu... En tout cas, ce n'est pas le choix d'Ecolo d'être le pivot, sauf pour faire avancer les solutions sur les enjeux écologiques, d'égalité et de solidarité, de démocratie... Mais je pense que le pivot reste la coalition PS-CDH-MR. Voyez Publifin, voyez la modification de la carte électorale wallonne qu'ils ont votée ensemble, ou la liste commune que formeront le chef du groupe PS, Pierre-Yves Dermagne, et le ministre MR François Belot à Rochefort lors des élections communales de 2018...

**A ce propos, serez-vous candidat en 2018 (à Namur) ?**

Non, j'ai toujours considéré que la Wallonie mérite 100 % de mon énergie.

## “Je m'interroge sur la légalité des 25 licences octroyées vers l'Arabie saoudite”

**Ecolo a vivement dénoncé la décision du ministre-Président wallon, Willy Borsus (MR), d'octroyer 25 licences d'exportation d'armes vers l'Arabie saoudite. Pourtant, lorsqu'Ecolo était au pouvoir (2009-2014) en Wallonie, des armes ont aussi été vendues à ce pays.**

Sous la précédente législature, Ecolo a fait un gros boulot pour mettre sur pied le décret armes voté en 2012. Par ailleurs, l'octroi des licences d'armes est une compétence personnelle du ministre-Président.

**L'argument est facile. Ecolo aurait pu en faire un enjeu de gouvernement.**

Bien évidemment ! C'est clair que c'est une question difficile à trancher. Cela étant dit, j'observe que le régime en Arabie saoudite, qui n'a jamais été recommandable, s'est quand même sérieusement durci depuis janvier 2015 : intervention au Yémen et bombardements de civils, répression renforcée contre la minorité chiite, etc. Et en lien avec cette actualité, le Parlement fédéral a voté une résolution avec une majorité francophone (MR, CDH, Ecolo) afin de tendre vers un embargo européen et demander aux régions de mettre fin au commerce des armes avec l'Arabie saoudite. Il y a donc là une contradiction majeure avec la décision de Willy Borsus.

**Cela dit, il a proposé une méthode pour sortir de l'impasse : demander aux entreprises wallonnes de se diver-**

**sifier dans les cinq ans afin de ne plus être dépendantes de l'Arabie saoudite et ainsi préserver l'emploi.**

C'est un changement d'approche positif, à condition qu'il soit suivi d'effets. Mais cela n'enlève rien au problème des 25 licences octroyées. Je m'interroge quand même sur leur légalité.

**Que voulez-vous dire ?**

Le décret de 2012 précise qu'une licence est refusée si elle est incompatible avec une série de critères. Parmi eux, la préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionale; le comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale notamment ce qui concerne le terrorisme; l'existence d'un risque de détournement de la technologie... Si on octroie des licences d'exportation vers l'Arabie, à qui ne les octroierait-on pas ?

**M. Borsus a refusé deux licences, vers les Emirats arabes unis et le Pakistan.**

Parce qu'il y a un risque de réacheminement vers d'autres territoires. Est-ce qu'on veut bien entendre qu'il y a des armes vendues à l'Arabie saoudite qui se sont retrouvées en Syrie ? Ce qu'il faudrait faire tout de suite, c'est renforcer la transparence dans ce dossier. Les avis que reçoit le ministre-Président pour octroyer des licences devraient être rendus publics. J'aimerais bien lire, moi, ce qu'il y a dans ces avis.